



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

140 | 2016

Arbitrage et conciliation dans l'Islam médiéval et moderne

La production culturelle comme continuation du militantisme par d'autres moyens ?

Éditeurs et écrivains tunisiens sous le régime autoritaire

Abir Kréfa



Édition électronique

URL : <http://remmm.revues.org/9341>

DOI : 10.4000/remmm.9341

ISSN : 2105-2271

Éditeur

Publications de l'Université de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2016

Pagination : Vol. 140, seconde partie,

259-282

ISSN : 0997-1327

Référence électronique

Abir Kréfa, « La production culturelle comme continuation du militantisme par d'autres moyens ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 140 | décembre 2016, mis en ligne le 12 mars 2016, consulté le 02 mai 2017. URL : <http://remmm.revues.org/9341> ; DOI : 10.4000/remmm.9341



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Abir Kréfa*

La production culturelle comme continuation du militantisme par d'autres moyens ?¹

Éditeurs et écrivains tunisiens sous le régime autoritaire

Résumé : À partir du début des années 1980, la littérature et l'édition ont été en Tunisie investies comme un univers de consolation et de reconversion par d'anciens gauchistes et opposants de gauche. Fondé sur une enquête de terrain dans le cadre d'une thèse de sociologie, cet article éclaire ces reconversions en accordant une importance au sens que les acteurs confèrent à leurs activités éditoriales et/ou littéraires, tout en restituant leurs conditions dispositionnelles et contextuelles. Ces reconversions ne s'expliquent pas sans les dispositions et les savoir-faire acquis pendant l'expérience militante, mais elles doivent aussi beaucoup aux spécificités de l'univers littéraire, dont le public était – et demeure jusqu'à aujourd'hui – assez restreint. Bien que les carrières militantes de ces éditeurs et écrivains aient été diverses et parfois divergentes, leur reconstitution atténue l'opposition entre engagement et désengagement, si bien que la littérature et l'édition sont apparues, dans le contexte autoritaire, comme une forme de « continuation du militantisme » par d'autres moyens et à un moindre coût.

Mots-clés : Tunisie, carrières militantes, édition, littérature, contexte autoritaire

Abstract: *Publishing activities a way of « continuing political commitment » by other means. Tunisian editors and writers in authoritarian context. Since the beginning of the 1980's in*

* Post-doctorante, Centre Maurice Halbwachs, EHESS, puis maître de conférence à l'Université Lyon 2.

¹ Je remercie vivement Jocelyne Dakhliya pour sa relecture critique d'une version antérieure de cet article, ainsi que Choukri Hmed d'avoir attiré mon attention sur l'intérêt de cette question abordée dans ma thèse



Tunisia, literature and edition have represented an alternative sphere for some former radical leftists and leftist opponents. Based on interviews with Tunisian editors and writers conducted for a sociology dissertation, this article highlights these biographical evolutions. It grants importance to how the actors perceive their literary and publishing activities, as well as to the dispositional and contextual conditions that have made these biographical changes possible. These changes can be explained by the dispositions and skills acquired during the activist experience, but they also have much to do with the characteristics of the literary sphere, the audience of which remains – until nowadays – relatively scarce. Although the activist careers of these editors and writers have been diverse and sometimes divergent, their literary and publishing activities reduce the opposition between engagement and disengagement. Therefore, edition and literature have represented a way of « continuing political commitment » by other means and at a lower cost.

Keywords: Tunisia, activism, edition, literature, authoritarian context

« La Révolution, on y a contribué par l'édition de la philosophie, qui n'a pas été pour rien dans l'éducation de cette jeunesse qui s'est soulevée » : c'est ainsi que l'éditeur tunisien Nouri Abid me commentait, lors d'un entretien en août 2011, les événements inédits que connaissait le pays. Si la contestation des institutions autoritaires et le discrédit des anciennes élites politiques au pouvoir se sont accompagnés d'une inflation de discours similaires, tant chez des militants, chez divers corps professionnels ou même des individus ordinaires, la déclaration de l'éditeur ne saurait être réduite à un pur effet de légitimité (Lahire, 1996). Trois ans auparavant, alors que rien ne laissait présager ces mouvements sociaux, c'est le même sens qu'il conférait à la vulgarisation de textes philosophiques : favoriser l'esprit critique et ce particulièrement chez la jeunesse lycéenne et estudiantine. Parce qu'ils ont été interprétés comme ayant été initiés par une jeunesse éduquée, ces événements ont eu pour effet, *a posteriori*, de valider une croyance bien ancrée : œuvrer, par la production culturelle, au « progrès » politique et social. Dans cette déclaration, le pronom « on » renvoie d'abord à sa propre maison d'édition, mais il désigne aussi chez cet éditeur très investi dans le syndicat de l'Union des éditeurs tout un corps professionnel et une génération d'éditeurs : ceux qui, au seuil des années 1980, se sont engagés – en un double sens – dans un métier conçu comme le prolongement d'une activité militante antérieure. Alors qu'il avait été actif au sein des composantes de gauche du mouvement estudiantin dans les années 1970, Nouri Abid a par la suite abandonné un militantisme à « haut risque » (McAdam, 1986). Son retrait de la sphère militante contestataire n'est pas pour autant perçu comme une défection (Hirschman, 1970) l'édition lui permettant de continuer à diffuser les idées et les valeurs dans lesquelles il a foi.

Loin d'être unique, cette forme de reconversion se retrouve dans les itinéraires d'autres anciens militants, gauchistes ou destouriens dissidents notamment. À côté de l'édition et au cours de la même décennie, c'est aussi l'écriture littéraire qui a été investie par des transfuges du gauchisme et des oppositions de gauche. Cet article se propose d'éclairer ces reconversions en les expliquant à l'aune d'une approche « processuelle » (Fillieule, 2001) des désengagements. Alors que

la sociologie politique s'était surtout interrogée, à ses débuts, sur les causes ou les raisons de l'entrée en militance, que l'attention aux formes de reconversion avait été initialement portée sur les formes les plus visibles, particulièrement d'ex-soixante-huitards, de nombreux travaux ont, depuis quelques années, mis en évidence des reconversions moins « spectaculaires » (Tissot *et al.*, 2005), vécues par les acteurs sur le mode de la continuité avec leurs investissements antérieurs, notamment du champ militant contestataire vers le champ associatif (Cheynis, 2013) ou le champ littéraire (Collovald et Neveu, 2001). Cet article se situe dans la lignée de ces travaux. Il accorde une importance au sens que les acteurs confèrent à leurs activités éditoriales et/ou littéraires, tout en restituant les conditions dispositionnelles² et contextuelles (Lahire, 2012) de ces reconversions, en adoptant une approche synchronique et diachronique que permet la notion de « carrière ».

Car si tous les acteurs ont ici pour point commun d'avoir milité dans les structures partisans ou associatives de gauche et d'avoir initialement associé un sens militant à leur investissement culturel, leurs itinéraires et (dans une moindre mesure) les sens qu'ils ont ensuite attribués à leurs activités éditoriales et/ou littéraires ont divergé. Jusqu'à la veille du processus « révolutionnaire », certains ne s'étaient plus engagés dans aucune structure partisane ou associative, d'autres se sont progressivement insérés dans les structures clientélares proches du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti du pouvoir), tandis que certains ont continué à s'engager ponctuellement à l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et/ou au sein de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH). Expliquer ces variations inter et intra-individuelles requiert de revenir sur les formes et les degrés d'intensité des engagements antérieurs à l'investissement dans l'édition ou la littérature, mais aussi de prendre en considération les diverses « sphères de vie » (Passy, 2005) des acteurs.

L'analyse s'appuie sur l'exploitation d'un matériau recueilli au cours d'une thèse de sociologie (Kréfa, 2013a) sur les écrivains et éditeurs tunisiens, ainsi que d'une enquête collective sur les romancières du Maghreb³. Celui-ci est constitué d'une soixantaine d'entretiens, de témoignages publiés, d'œuvres littéraires et des listes (reconstituées au cours de l'enquête) d'ouvrages publiés par les éditeurs. Conduits pour la plupart entre 2006 et 2010 en Tunisie (à Bizerte, Gafsa, Hammam-Sousse, Sfax et Tunis), et dans une moindre mesure en France, ils ont eu lieu, selon les ressources linguistiques des enquêtés, en arabe et/ou en français. Le matériau en arabe a été traduit par mes soins. Parfois répétés, ces entretiens ont porté sur les activités littéraires, associatives et militantes des enquêtés, leurs conditions matérielles – professionnelles et familiales – de vie ainsi que sur leurs manières

2 Les dispositions désignent des manières d'être, des goûts, des perceptions et des représentations du monde inégalement intériorisés.

3 Recherche Fonds de Solidarité Prioritaire « Écrire sous/sans voile : Femmes, Maghreb, Écriture » (2006-2009), (*dir.*) Christine Détéz, MSH/MAE.

de voir leurs activités littéraires et/ou éditoriales. Une attention particulière a été prêtée aux formes d'incitation ou de désincitation à l'écriture et/ou à l'édition dont ils font l'objet par les membres de leur entourage conjugal, amical et professionnel. Parmi les enquêtés, une quinzaine ont eu un engagement militant, au sein d'un parti (clandestin ou reconnu), d'un groupe plus ou moins informel ou d'un syndicat, avant de débiter leurs activités éditoriales ou d'aspirer à la reconnaissance littéraire avec la publication. Ils se distinguent de ceux qui, tout en ayant pris des positions publiques dans les journaux de l'opposition, n'ont pas été des membres d'un collectif plus ou moins structuré. Si ce sont les carrières littéraires, éditoriales et militantes des premiers que l'article prend pour objet, l'analyse mobilise le matériau plus largement recueilli au cours des cinq années de terrain. Sauf mention contraire, les citations figurant dans l'article sont des extraits d'entretiens que j'ai réalisés au cours de cette recherche.

Les conditions contextuelles et dispositionnelles des reconversions

De façon générale, si les enquêtés et les groupes dans lesquels ils se sont engagés ont été inégalement visés par la répression, que les coûts et les risques ont été différenciés, ces engagements ont pour caractéristique d'avoir eu lieu dans un contexte de mobilisations protestataires estudiantines et sociales, qui se situent dans un cycle de contestation sinon gauchiste, du moins de gauche : manifestations d'étudiants en 1968 contre la guerre au Vietnam, grève générale décrétée par l'UGTT en 1978, révoltes « du pain » en 1984. Tous ces événements ont été réprimés par les autorités policières et/ou militaires, certains enquêtés ont été incarcérés et ont passé de quelques semaines à quinze ans de prison, ont subi la torture, certains ont perdu l'emploi qu'ils occupaient auparavant dans la fonction publique. Quand ils ont eux-mêmes échappé à la répression, ils ont connu des camarades dont les corps et les trajectoires professionnelles en ont été marqués. Au-delà de ces différences, presque tous sont entrés dans l'édition, ou nourri des ambitions d'être publiés dans la décennie 1980, après avoir cessé (au moins provisoirement) un engagement syndical ou partisan.

Rétablissement social et fidélité à soi

L'entrée dans l'édition et l'aspiration à être publié sont mus par la croyance en la valeur de la chose culturelle, mais les ressorts des reconversions et des réengagements n'ont pas pour autant été identiques. Des différences non négligeables séparent ceux qui, malgré le goût pour la culture, entrent dans l'univers par dépit, faute d'autres possibles, et ceux qui vivent l'investissement culturel sous la forme de la vocation ou d'une activité librement élue. Des différences importantes séparent ces ex-militants du point de vue de leur situation sur le marché du travail à la fin de leur

expérience militante : leurs carrières professionnelles ont été inégalement affectées par l'engagement contestataire. Ceux qui occupaient des positions de leaders dans les groupes militants et qui ont passé de longues années en prison sont confrontés, à leur sortie de l'institution carcérale, à la question de la subsistance. Officieusement exclus des postes qu'ils occupaient dans la fonction publique, étiquetés en raison de leur passé militant, ils sont aussi refoulés par les employeurs privés qui déclinent leurs offres de service. Contraints de trouver des moyens pour vivre, connaissant mal les réalités du marché et disposant rarement de filets de sécurité matérielle, ils entrent dans l'édition faute d'autres possibles professionnels. Ceux qui, au contraire, ont eu un engagement ponctuel et qui avaient des rôles secondaires dans les groupes militants, qui ont peu ou pas connu la prison, s'orientent vers l'édition alors qu'ils bénéficient de la stabilité conférée par la fonction publique : ils sont enseignants du secondaire, profession qu'ils partagent souvent avec les écrivains.

L'écriture et l'édition ont été vécues sur le mode à la fois de la continuité et de la rupture avec l'expérience militante. Face au déclin du cycle de contestation de gauche et à la perte des illusions de transformer radicalement le monde par l'action protestataire, l'engagement culturel fut une façon de ne pas céder à la résignation et au fatalisme. Revenant sur son désengagement de la sphère contestataire, l'éditeur et écrivain Gilbert Naccache témoigne ainsi : « on a parfois besoin de ne plus exister de la même manière, de cultiver d'autres jardins que ceux de la politique, et on y va avec la même envie de ne pas accepter ce qui est parce que c'est » (Naccache, 2009 : 195). Face à la contingence des événements sociaux et politiques et à la volatilité des idéologies, la littérature est perçue comme plus à même de s'inscrire dans la durée. Elle atténue, dès lors, les recompositions identitaires dues aux ruptures dans les trajectoires militantes.

Né en 1955 à Sidi Bouzid, Habib Hamdouni milite dans les groupuscules gauchistes de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET) lors de ses études de philosophie puis de lettres arabes à Tunis, ce qui lui vaut d'être emprisonné à deux reprises. Avec la fin de ses études supérieures et ses débuts dans l'enseignement secondaire, il réoriente son militantisme vers l'UGTT et la LTDH. L'insertion dans ces espaces militants ne résout cependant pas le problème de renoncer à transformer radicalement le monde après le retrait des groupes gauchistes. L'écriture lui permet, de ce point de vue, d'appréhender ses engagements dans la durée, comme le montre cet extrait d'entretien :

J'ai commencé à écrire à la fin de la vingtaine, parce que la politique... j'étais beaucoup plus absorbé [*monchaghil*] par la politique et la pensée [*al-fikr*]. Mes écrits étaient plus politisés [*mitsayysa*].

D'accord, et tu penses qu'après tu t'es plus orienté vers la littérature, dans les années 1990, à cause de... ?

À cause de... la déception [*al-ihbâf*] et du pessimisme [*tachâ'um*]. Je n'avais plus les mêmes interrogations idéologiques. À cause de la perte des convictions. Donc toute une atmosphère qui te conduit à les réviser [*yrâji'*]. La montée du mouvement islamiste,



l'affaiblissement de la gauche, cela te conduit à réviser beaucoup de choses. L'orientation vers la littérature s'est produite dans cette atmosphère. La littérature devient le véritable oxygène [*al-mutanaffas al-ḥaḥiqī*] à la place de la politique, surtout que les idéologies n'ont rien donné, alors que quand tu écris de la littérature, au moins la littérature perdure [*bâqī*] ».

L'écrivain militant met ainsi en avant le fait qu'en dépit de son désengagement des groupes les plus radicaux, il a fait montre d'audace politique dans ses œuvres. Au sujet de son roman censuré (2006), il explique :

Mon roman a touché un des tabous, un des interdits dans le pays, qui est la corruption économique, parce que ce monsieur-là qui a réussi, s'est enrichi sans aucun projet, par arrivisme total... Quand le livre s'achève, il allait devenir ministre de la Défense, et vous savez que parler de la corruption économique fait partie des interdits majeurs dans ce pays [...] J'ai eu le courage d'attaquer ce tabou, au moins dans l'écriture.

Déclin d'un cycle de contestation et ouverture des opportunités culturelles

Le contexte de l'investissement dans ces pratiques culturelles et/ou professionnelles est caractérisé d'une part, par le reflux du cycle de contestation de gauche, d'autre part par une relative libéralisation culturelle. Au début des années 1980, les militants islamistes ont en effet, comme dans les autres pays arabes (Camau et Geisser, 2003), pris le relais comme principale force d'opposition au régime (Béchir-Ayari, 2009). Parallèlement aux reconfigurations des espaces de la contestation militante, des transformations structurelles ont relativement élargi la demande et l'offre de biens culturels. La population scolarisée s'est nettement accrue depuis l'indépendance, sous l'effet de la croissance démographique, et surtout des politiques publiques éducatives. Le nombre d'habitants a ainsi presque doublé entre 1956 et 1983, passant de 3 783 2000 à 7 020 000 (Al-Fakhfâkh, 1985). Cette population plus nombreuse a connu une nette amélioration de son niveau de vie, le PIB annuel par habitant étant passé de 215 dollars en 1963 à 1417 dollars en 1982 (*ibid.*). Elle est aussi plus urbaine qu'à la veille de l'indépendance (*ibid.*). L'évolution la plus notable est la hausse des taux de scolarisation et la réduction de l'analphabétisme (Tarifa, 1971 ; Siino, 2004). Cette amélioration des niveaux d'instruction de la population et la croissance de l'accès à l'enseignement supérieur ouvrent des opportunités professionnelles à ceux qui souhaitent exercer le métier d'éditeur. Et cela d'autant plus que des barrières institutionnelles à l'entrée sont levées : le secteur éditorial cesse d'être le monopole de l'État et les deux principales maisons d'édition, toutes deux étatiques, sont démantelées (Zran, 1999), les institutions étatiques conservant cependant le monopole sur le livre scolaire. Le début des années 1980 est enfin marqué par une relative ouverture politique et par la plus grande tolérance des institutions du régime aux opposants de gauche : des formations politiques jusque-là interdites, comme le Parti communiste tunisien (PCT), le Mouvement des démocrates socialistes

(MDS) et le Parti de l'unité populaire⁴ (PUP), sont légalisées. Si les publications des mouvances islamistes sont interdites, celles des courants de la gauche sont en partie autorisées. Le PCT et le PUP font paraître leurs journaux, des caricatures et des billets humoristiques apparaissent, tournant en dérision les élites politiques au pouvoir – à l'exception du président Bourguiba –, des articles dénoncent la torture sur les prisonniers politiques (Chouikha, 2004). Les saisies et suspensions ne cessent pas, mais ces espaces d'expression publique sont inédits depuis 1962.

Alors même qu'à partir des années 1980, ce sont surtout les opposants islamistes qui sont visés par la répression, c'est le coût de l'action protestataire que les enquêtés mettent en avant comme facteur de leur désengagement. Ainsi de Lazhar Sahraoui, né en 1961, de parents paysans sans terre et analphabètes et qui a milité au lycée, puis à l'Université, notamment au groupe Waṭad, de tendance marxiste et nationaliste arabe : L'évaluation à la hausse des risques du militantisme tient en fait surtout à un changement de position dans le cycle de vie : le retrait de la sphère contestataire coïncide avec la fin des études supérieures, le mariage et la naissance d'enfants. Ancien militant du groupe marxiste-léniniste Al-Āmal At-Tūnsî [Le Travailleur tunisien] dans les années 1970, incarcéré pendant deux mois pour avoir soutenu, en tant que syndicaliste à l'UGTT, les révoltes « du pain » en 1984, Brahim Darghouthi cesse ensuite tout militantisme contestataire. Au cours de l'entretien, il se présente d'emblée comme « père de famille ». Sa défection militante avait immédiatement suivi son mariage et la naissance du premier enfant. Ces effets de cycle de vie sont redoublés par la spécificité du militantisme gauchiste, presque confiné à l'Université. La sortie de l'Université éloigne les militants de cet espace et leur « disponibilité biographique » (McAdam, 1988 ; Pagis, 2014) est réduite par leurs premières occupations professionnelles, le plus souvent dans l'enseignement secondaire. Le changement de statut matrimonial ne semble cependant pas se traduire mécaniquement par la réévaluation à la hausse des coûts de l'activité militante. Celle-ci dépend surtout des perceptions du militantisme par la conjointe et les proches⁵.

Transferts de ressources militantes et actualisation de dispositions antérieures

L'investissement dans la production culturelle a été rendu possible par le transfert de ressources acquises pendant l'expérience militante d'une part, et par les dispositions lettrées résultant des socialisations primaire et secondaire d'autre part. Ces deux univers sont d'abord moins éloignés l'un de l'autre qu'il n'y paraît : une représentation homologue du militant et du producteur culturel – écrivain comme éditeur – y domine. Il s'agit de la fonction indissociablement culturelle et politique

4 Le PCT avait été interdit en 1963. Le PUP et le MDS sont tous deux issus de dissensions internes au Parti socialiste destourien.

5 Ce point est détaillé plus loin.



d'éducation du peuple par une élite lettrée et rationaliste, inspirée des « Lumières » arabes et/ou occidentales. Le militantisme de gauche a ainsi été vécu comme une voie de transformation sociale par la « conscientisation » d'un peuple supposé ne pas penser ou mal penser. L'investissement dans la littérature et l'édition prolonge cette posture élitiste favorisée par la rareté des capitaux scolaires et culturels des enquêtés. Nés entre les années 1940 et 1960, ils sont pour la plupart titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat et appartiennent, de ce fait, aux élites scolaires du pays : en 1966, les proportions des populations féminine et masculine âgées de dix ans et plus et ayant un niveau d'études supérieures n'étaient ainsi que de 0,2 % et de 0,7 % (Crédif, 2007). Par ailleurs, l'univers militant a été un espace d'intenses discussions et de formation intellectuelles, par la lecture et les échanges sur les ouvrages de Marx, Lénine, Mao, etc., mais aussi à propos d'œuvres littéraires. Pour ceux qui ont eu une expérience carcérale, cette formation culturelle s'est poursuivie en prison : les lectures intensives et les pratiques créatives ont été un moyen de résistance à l'arbitraire, de construction d'un espace à soi, pour continuer à rêver, malgré tout, hors des murs de la prison. Signe de cette centralité de la culture dans la formation de ces anciens gauchistes : les premières grèves de la faim en prison ont eu pour revendication l'accès aux livres (Naccache, 2009).

La plupart des groupes ayant été organisés autour d'une revue – souvent clandestine – l'expérience militante a été aussi l'occasion d'acquérir quelques compétences de mise en page, de relecture et d'impression. Né en 1952 à la Châbbâ de parents quasi-analphabètes, Naji Marzouk, actuellement éditeur, avait été exclu du lycée pour ses activités « d'agitateur ». Il part en France en 1972, où il occupe divers postes d'ouvrier et d'employé peu qualifiés : d'abord manutentionnaire dans une gare, ouvrier dans une société de canalisation, il est plongeur, puis veilleur de nuit dans un hôtel. À Paris, il rencontre des jeunes Tunisiens (étudiants pour la plupart) d'Al-'Âmal At-Tûnsî, avec qui il s'engage et dont les actions militantes consistent essentiellement en la rédaction, impression et diffusion de tracts, ainsi que de la revue du groupe. Il fait partie des travailleurs immigrés qui font une grève de la faim en 1973 pour exiger l'obtention de la carte de séjour et dispense, avec d'autres militants, des cours d'alphabétisation (en arabe) à des immigrés. Rentré à Tunis, il est, comme d'autres militants d'Al-'Âmal At-Tûnsî, acculé à la clandestinité. Vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, il milite avec des syndicalistes d'extrême gauche, essentiellement en imprimant et diffusant la revue bi-hebdomadaire *Al-Mu'ârdha an-naqâbiyya al-thawriya* [*L'opposition syndicaliste révolutionnaire*]. À ces savoir-faire utiles pour ceux qui vont exercer le métier d'éditeur s'ajoute le prestige moral dont ils bénéficient auprès d'autres intellectuels, surtout lorsque l'expérience carcérale fut particulièrement coûteuse. De nombreux écrivains m'ont ainsi spontanément dit leur estime pour ceux qui ont, selon eux, « sacrifié leur jeunesse » pour les libertés individuelles et publiques.

Les ressources culturelles et les savoir-faire acquis pendant l'expérience militante ont renforcé chez la plupart des enquêtés un goût pour les pratiques de lecture et d'écriture dont la genèse remonte à l'enfance et à l'adolescence. Descendant d'une

lignée de métayers, l'écrivain Jalloul Azzouna est né en 1944 à Menzel-Témîme d'une mère analphabète et d'un père qui avait fait le *kuttâb*, puis une ou deux années dans une école française, si bien « qu'il savait lire quelques mots ». Septième enfant d'une famille qui en a compté huit, il a vécu dans un environnement familial quasi démuné culturellement et économiquement, mais deux éléments expliquent chez lui l'incorporation des dispositions lectorales et scripturaires : il a un oncle maternel ayant presque achevé son cycle secondaire à la Zeïtûna, qu'il décrit comme « l'intellectuel de la famille » et qui était également militant anticolonialiste destourien. Enfant, Jalloul Azzouna est symboliquement placé dans le rôle de lettré chargé d'entretenir des liens avec cet oncle ainsi qu'avec l'un de ses frères, tous deux incarcérés en raison de leur engagement dans le mouvement national :

J'avais huit ans et j'envoyais des lettres à mon frère et à mon oncle, sous la dictée de mon père, mais je savais à peine écrire ! C'était pour dire « bonjour maman te passe le bonjour, nous allons bien ».

À l'adolescence, il se lie d'amitié avec deux garçons de Menzel-Témîme, Mahmoud Tounsi et Sadak Charaf. Un peu plus âgé que Jalloul Azzouna, ce dernier était alors régulièrement récompensé dans l'émission radiophonique littéraire *Huwwât al-adab* [Amateurs des Belles Lettres] consacrée aux jeunes talents. Les trois adolescents passent la majeure partie de leur temps extra-scolaire, y compris au cours des vacances estivales, à lire dans la bibliothèque du village, à composer des vers et écrire des nouvelles, en prenant souvent pour modèle les « classiques » découverts au lycée et à la bibliothèque.

Cependant, si ces compétences et ces dispositions induisent une probabilité de s'investir dans l'édition et/ou la création littéraire, elles « disent peu de choses de leur *modus operandi* » (Siméant, 2001 : 65). Les reconversions ont bénéficié de la mobilisation du capital social accumulé pendant l'expérience militante. Les exemples sont ici nombreux : Brahim Darghouthi publie ses premières œuvres chez Naji Marzouk, dont il a fait connaissance quand ils militaient au Travailleur tunisien ; après son engagement au Waṭad, Lazhar Sahraoui fait paraître son premier recueil de nouvelles chez l'ancienne gauchiste Sihem Ben Sedrine ; le premier ouvrage édité par Nouri Abid est celui d'un syndicaliste rencontré lors de son expérience militante. Les réseaux militants n'ont pas uniquement permis l'accès à la publication. Parfois, ce sont les projets même d'édition et les aspirations à la publication qui se sont formés au sein de ces réseaux : certains montent une petite structure éditoriale parce que leurs anciens compagnons de route ont des manuscrits en cours d'écriture et sont en quête d'éditeur, tandis que d'autres sont incités à écrire par des éditeurs amis recherchant des manuscrits. En témoigne Azzeddine Hazgui :

La première expérience c'était un peu le hasard qui l'a travaillée. C'était en 1982 et j'habitais à Sfax, une grande ville, la deuxième ville. Il n'y avait pas d'éditeur là-bas, même les imprimeurs ne voulaient pas imprimer les livres, ils n'ont pas cette tradition, ils ont peur. J'avais un ami, qui a écrit un livre sur le syndicalisme, sur l'histoire de la Tunisie. Je l'ai lu, c'était très bien, et ça m'a encouragé.



Les réseaux formés au cours de l'expérience militante et les dispositions cultivées qu'elle a renforcées fournissent ainsi un éclairage à ces reconversions. Il n'y a cependant pas forcément d'harmonie automatique entre les dispositions et les compétences militantes d'une part, et celles requises par le nouvel univers d'autre part, si bien que les reconversions n'ont pas été sans à-coups, ajustements et arrangements.

Adaptations, arrangements et clientélisation

Coûts et à-coups : les sanctions économiques et politiques des débuts

Pour les éditeurs comme pour les auteurs, les premières publications ont souvent été coûteuses. Parce qu'ils investissent un univers sans formation professionnelle préalable, les éditeurs sont dépourvus des savoir-faire nécessaires, ne disposent pas des compétences pour l'usage des divers équipements et commettent des erreurs techniques qui les obligent parfois à jeter un grand nombre d'exemplaires pour effectuer de nouveaux tirages. Par ailleurs, si les sanctions politiques ont été bien moindres que pour les militants des oppositions, elles n'ont pas pour autant été absentes et ont généré des coûts économiques non négligeables. Bien loin de mettre à l'abri de la censure, les périodes « d'ouverture » politique brouillent la perception des risques. Le premier ouvrage prévu pour édition par Nouri Abid est censuré, comme l'est celui de l'écrivain Brahim Darghouthi, de Lazhar Sahraoui, de Habib Hamdouni, etc. Le motif de la censure n'étant pas systématiquement notifié aux auteurs/ou aux éditeurs, il est difficile de savoir si elle prolonge un étiquetage lié à leur trajectoire militante antérieure, si elle est due à des contenus politiques jugés subversifs ou à des relations éditoriales indésirables. À la contrainte politique s'ajoutent les erreurs et les difficultés liées à des anticipations économiques inadéquates. Ces problèmes ne sont, certes, pas spécifiques aux éditeurs tunisiens, mais ils sont renforcés par la triglossie dans le pays et tout comme dans les autres pays arabes, par l'étroitesse du marché (Mermier, 2005). L'éditeur Azzeddine Hazgui s'est ainsi retrouvé avec 50 000 exemplaires de contes pour enfants qu'il comptait, comme il l'avait fait jusqu'alors, vendre au ministère de l'Éducation nationale qui approvisionne les bibliothèques publiques et les distribue comme prix de fin d'année dans les établissements scolaires. Contenant des passages en dialecte, ils ont été refusés et sont demeurés invendables, ce qui lui a causé une forte perte économique. Par ailleurs, s'ils ont commencé par publier des œuvres de fiction et des essais historiques et philosophiques, les éditeurs font souvent, sur le tas, la découverte de l'étroitesse du marché de cette production culturelle et de la faible structuration des réseaux de diffusion.

Diversifier la production ou sortir du métier

Si les ex-militants ont été confrontés à ces coûts économiques et politiques, certains vont parvenir à les abaisser en ajustant leurs pratiques, tandis que d'autres échouent à le faire. Les ajustements sont d'autant plus aisés que l'expérience militante fut courte et qu'ils ne détenaient pas de responsabilités : leur faible visibilité militante antérieure les protège d'un étiquetage durable ; les ajustements sont moins ardues car l'écart est plus faible entre les manières d'être et de faire héritées de l'expérience militante et celles que requiert le nouvel univers. L'intensité de la carrière militante les conduit à transposer, parfois à leur corps défendant, les visions du monde incorporées au cours de la période d'engagement. Les ex-militants intensifs entrés dans l'édition faute d'autres possibles professionnels apparaissent désarmés dans un univers régi par le risque économique et l'imprévisibilité des revenus. Ils le sont d'autant plus que la culture fait l'objet d'une extrême fétichisation : l'édition peut leur procurer sinon des lettres de noblesse, du moins une certaine respectabilité auprès des milieux intellectuels et militants, mais ils ne peuvent s'y maintenir parce qu'ils sont dépourvus des ressources matérielles nécessaires, en un double sens, financier et temporel. Le temps joue en effet contre eux. Ils ne peuvent effectuer des pauses dans leur activité ou compenser les pertes en investissant une partie de leur capital, l'apprentissage sur le tas requérant par définition tout autant du temps que de l'argent, conditions de l'adaptation. Emblématique est à cet égard l'aventure éditoriale de Gilbert Naccache, fondateur de la maison d'édition Salammbô au début des années 1980 : pendant les quelques années de son existence, la maison aura édité une dizaine d'ouvrages (romans, recueils de nouvelles et un essai). Faute de pouvoir accéder au crédit bancaire sans fournir de garanties financières, il n'a pu créer sa structure que grâce au soutien d'un ami qui a hypothéqué sa maison en construction. Les frais de gestion, dont le versement des salaires mensuels à une secrétaire, l'achat du papier, l'impression des premiers ouvrages, l'investissement dans une voiture afin d'assurer la diffusion, puis dans une machine offset à imprimer d'occasion qui s'est avérée de trop mauvaise qualité, précipitent l'entreprise dans un gouffre financier, alors que l'étroitesse du marché des ouvrages édités ne permet pas de recettes suffisantes pour couvrir les frais engagés. La spécialisation dans la seule édition des ouvrages culturels, faute d'autres sources de revenus, conduit cet éditeur à sortir du milieu. Plus durable et réussie est la reconversion dans l'édition de l'un de ses anciens compagnons de route et de cellule, Nouredine Ben Khedher, dont l'itinéraire militant fut très proche. Si celui-ci a vécu de l'édition de façon ininterrompue de sa sortie de prison en 1982 jusqu'à sa mort, en 2006, c'est cependant parce que directeur de publication à Cérés éditions où il a été embauché en tant que salarié (après avoir vainement frappé à plusieurs portes), il n'a pas exercé le même métier que Gilbert Naccache.

À l'inverse, les reconversions réussies dans le métier sont le fait d'éditeurs dont l'engagement militant fut moins intense et moins coûteux (ils n'ont pas été incarcérés ou l'ont été pendant quelques semaines) et qui ont renoncé à une autre



activité professionnelle qui leur procurait peu de satisfaction. Disposant d'autres ressources – professionnelles et/ou héritées d'un patrimoine familial – ils ont connu une reconversion graduelle. Après les premiers déboires, ils ajustent leurs pratiques, cherchent à réduire les coûts matériels et politiques : ne tirer que quelques exemplaires destinés aux administrations pour le « dépôt légal » et effectuer un tirage plus conséquent (1 000 à 15 000 exemplaires) si l'ouvrage est autorisé à la commercialisation. Le maintien dans le métier d'éditeur exige un ajustement des pratiques et l'introduction des considérations de rentabilité économique, consistant à effectuer les anticipations adéquates. La pérennité du projet éditorial n'est possible qu'à la condition de l'acquisition d'un ethos d'entrepreneur qui, tel que l'a théorisé Max Weber (1967), est en mesure d'allier calcul et audace, anticipations et prise de risque. Avec les premières difficultés financières suite auxquelles ils frôlent la sortie du milieu, certains s'orientent vers l'édition parascolaire, rompant avec les représentations d'un univers éditorial formé d'amateurs et pourvus de leur seule foi dans le livre. Les entreprises qui perdurent sont celles dont les fondateurs, renonçant à se spécialiser dans les ouvrages culturels (voire même à en produire pour un temps), s'investissent dans le parascolaire. La réussite de ces entreprises a bénéficié d'un sens du placement ajusté aux évolutions du système scolaire et du marché du travail du moment : si les trois décennies consécutives à l'indépendance du pays ont été marquées par une croissance soutenue, les classes moyennes de Tunisie et du Sahel (qui en ont été les principales bénéficiaires) sont fragilisées par la crise économique. L'exacerbation de la concurrence pour l'accès à une fonction publique où les postes se font de plus en plus rares relativement au nombre de prétendants conduit ces classes moyennes à sur-investir dans la scolarité de ses enfants. Ce sont elles qui forment la clientèle principale de ces éditeurs.

Directeur de Mohamed Ali éditions, Nouri Abid a commencé ses activités éditoriales en 1983. Cantonnée à son engagement à l'UGET, son expérience militante fut assez brève et de faible intensité. Lorsqu'il se lance dans ses premiers essais, il est enseignant d'arabe dans le secondaire. « L'amour » du livre et de la culture apparaît premier dans les motivations qui l'ont orienté vers l'édition.

Donc le début ça a été l'idée. Ce n'étaient pas les affaires, les affaires sont venues après.

Et qu'est-ce qui vous intéressait au début ? Pourquoi vous vous êtes engagé dans l'édition ?

Pour le livre, pour les mots, l'idée qu'il y a dans le livre, et la valeur du livre. Le livre qui n'existait pas.

Pendant les premières années, au cours desquelles il est enseignant à mi-temps, la « passion du livre » est matérialisée par la publication exclusive d'ouvrages « culturels » : textes de création littéraire, essais historiques et philosophiques. Pour rembourser ses dettes qui s'accumulent, il vend en 1991 une partie des terres héritées d'un patrimoine familial et investit dans un local. Il s'installe d'abord dans la médina de Sfax, au sein d'un local appartenant à sa famille, pour emménager ensuite dans le quartier, alors en construction, de Sfax al-jadida, où allait se

concentrer une partie des activités administratives, bancaires et économiques de la ville. Ce déplacement spatial matérialise un changement dans les modes d'édition ainsi que dans la signification qu'il attribue à son activité : d'une entreprise artisanale vécue sur un mode amateur et dont il est pratiquement le seul personnel – il commence à employer une secrétaire lors des derniers mois –, il s'oriente vers un processus de professionnalisation, permis par la vente d'une partie de ses biens hérités et le temps dont il dispose. Il a démissionné de l'enseignement pour se consacrer à l'édition et modifié ses orientations éditoriales, en se lançant dans la production parascolaire, condition du maintien sur le marché :

- « Vous avez vendu les terres pour investir, pour acheter le local ?

Oui, c'était surtout pour éditer. Au début, j'avais perdu beaucoup d'argent, je n'avais plus rien et donc j'ai commencé dans un second temps à penser à...

- À la rentabilité ?

À la rentabilité, oui, j'ai commencé à réfléchir à la rentabilité. J'ai fait entrer le parascolaire parce que sinon on ne peut pas continuer ».

Disposer objectivement de ressources matérielles est cependant une condition nécessaire mais non suffisante à la réussite des aventures éditoriales. De façon générale, pour les écrivains comme pour les éditeurs, la réduction des coûts économiques et politiques est inversement proportionnelle à l'intensité de l'engagement militant antérieur. Même quand ils ont fait le deuil des idéologies marxistes, les visions militantes du monde – et notamment leurs critiques du capitalisme – constituent un obstacle à l'apprentissage de la rationalité économique. C'est ce que montre notamment l'expérience d'Azzeddine Hazgui qui, confronté à de grandes difficultés économiques, essaie de diversifier son catalogue en s'orientant parallèlement vers l'édition parascolaire, suivant en cela l'exemple d'autres éditeurs. La tentative est une réussite sur le plan commercial, mais elle entre violemment en contradiction avec ses convictions politiques, si bien qu'il ne peut et ne veut la poursuivre :

J'ai essayé une fois, ça a bien marché commercialement, mais je n'étais pas très bien dans ma peau. J'ai trouvé que c'est un peu sale. Ce n'est pas cela l'édition. J'ai trouvé que c'est de la tricherie et ça fait partie de la combine du programme scolaire. Maintenant, ce n'est plus l'école qui fabrique... c'est des commerçants. On saute sur le programme, on triche et on édite des livres en parallèle [...] Bien sûr, les parents achètent parce qu'ils veulent que leurs enfants apprennent des choses que l'enseignement n'enseigne pas. Mais c'est de la tricherie.

Adapter ou non le genre, tout en poursuivant l'engagement

Les contraintes auxquelles sont confrontés les écrivains se différencient de celles des éditeurs : ils disposent en effet de ressources matérielles stables que leur procure leur profession dans l'enseignement public. Ils ne sont cependant pas à l'abri des



sanctions politiques ni de celles du marché, dans la mesure où une proportion non négligeable de l'édition littéraire se fait à compte d'auteur et que la pratique est fréquente qui consiste en un « partage » des frais entre l'éditeur et l'écrivain, par un contrat intermédiaire entre le compte d'auteur et le compte d'éditeur. La reconstitution sur le long terme des « carrières » militantes et des adaptations opérées ou non par les auteurs à la contrainte politique fait ressortir deux types opposés, qui se différencient à la fois par leurs « carrières » militantes et par le genre dans lequel ils publient. À des écrivains qui ont abandonné le genre réaliste au profit de la science fiction s'opposent ceux qui continuent à s'inscrire dans un style réaliste. Les premiers ont cessé tout engagement contestataire dans la sphère militante ou se sont progressivement insérés dans les structures associatives clientélares du RCD, tandis que les seconds ont redéployé leur engagement du gauchisme vers le syndicalisme ou le militantisme associatif pour les « droits humains ». Deux trajectoires divergentes, celles de Brahim Darghouthi et de Lazhar Sahraoui illustrent, parmi d'autres, cette opposition idéal-typique. Le premier a abandonné la poésie et le roman réaliste à partir du début des années 1990. La censure de son premier recueil de nouvelles *Al-khobz al-morr* (1990), qui relate les révoltes « du pain » de 1984, a été un coût matériel non négligeable alors que ses revenus (il est l'unique pourvoyeur des ressources matérielles du ménage) lui suffisent à peine pour vivre et faire vivre sa famille. Il se réoriente vers le genre fantastique, dans le même temps qu'il adhère à l'Union des écrivains tunisiens (UET) pour devenir par la suite le président de la section régionale de Gafsa. En 2009, il est candidat à la présidence de l'Union et en 2014, il est signataire de l'appel soutenant la candidature du président Ben Ali à un quatrième mandat. Lazhar Sahraoui, quant à lui, a redéployé son engagement à l'UGTT en tant qu'enseignant du secondaire, et c'est dans ce cadre syndical qu'il co-organise un certain nombre de grèves à Béja depuis 2005. Comme Brahim Darghouthi, son roman (2007) et l'un de ses recueils de nouvelles ont été censurés. L'écrivain n'a cependant jamais adhéré à l'UET et continuait en 2009 à écrire dans le genre réaliste et à conférer à la littérature une visée dénonciatrice et transformatrice :

L'écrivain arabe doit militer avec les mots et ne pas délaissier la réalité. C'est ça ma vision de la littérature, la littérature ne doit pas embellir la réalité. À travers le choix des sujets, il faut que ce soit une littérature de combat, une littérature dont l'objectif est de réaliser la démocratie, les libertés, la justice. La littérature doit avoir pour objectif de dévoiler, de rendre public ce qui est scandaleux, de combattre.

La divergence entre les itinéraires des deux écrivains tient en partie aux socialisations conjugales et aux perceptions différenciées qu'ont leurs conjointes de leurs activités littéraires : les « carrières » militantes comme les genres littéraires élus ne peuvent pas être interprétés sans liens avec les rapports de genre au sein des couples. L'insertion dans les associations clientélares ne signifie pas pour autant la renonciation à l'engagement. Brahim Darghouthi continue à se définir comme

« marxiste-léniniste » et à être convaincu que « le destin de l'humanité, c'est le socialisme » :

Le capitalisme ne durera pas. Un jour viendra où ce sera fini, parce qu'il est impossible qu'une minorité vive sur le compte d'une majorité de gens.

Tout comme Lazhar Sahraoui, dont il partage les mêmes origines sociales, l'intellectuel de première génération se définit comme le porte-parole de ceux qui sont privés de la parole publique et s'attache à dénoncer, dans son œuvre, les injustices dont sont victimes les classes populaires. Il décrit ainsi son roman *Warâ' al-sarâb qalîlan* (2002), dédié à ses « camarades des mines » :

Il y a un personnage chez un grand écrivain arabe Aboubaker Al-Othmân, Ibn Al-Baḥr Al-Jaḥdh, qu'on trouve dans *Kitâb al-ḥayawân* [*Le livre des animaux*], un personnage mi-humain mi-animal. Il a un seul œil, la moitié d'un nez, la moitié d'une bouche, un seul bras, une seule jambe. J'ai fait entrer cette étrange créature dans les mines de phosphates, qui font trois/quatre kilomètres, sous terre. Et j'ai fait en sorte que ce personnage symbolise l'exploitation de l'ouvrier par l'entreprise, par le capitalisme, pendant la période coloniale, puis aujourd'hui.

En dépit des divergences de trajectoires et parfois de l'insertion dans les structures clientélares, les écrivains et les éditeurs continuaient à conférer à leurs œuvres une visée militante, l'édition et la littérature apparaissant comme un univers de consolation. Dans le même temps, le redéploiement de l'engagement depuis la sphère militante vers la sphère culturelle ne peut être expliqué sans la prise en compte de l'autonomie relative dont ont bénéficié ces écrivains et éditeurs sous le régime autoritaire. Les façons mêmes dont notre enquête a été négociée et les classifications dont elle a fait l'objet éclairent les enjeux entre les intellectuels et les élites politiques gouvernantes.

Un engagement culturel pour quel public ?

Un univers relativement autonome

Bien que les activités des écrivains et des éditeurs aient été contrôlées, les mécanismes d'assujettissement n'ont pas résidé dans des formes de répression violente : depuis la mise en place des institutions autoritaires au début des années 1960 jusqu'en 2011, aucun écrivain de littérature n'a été incarcéré en raison du contenu de son œuvre. Contrairement à l'ex-URSS et aux anciennes « démocraties populaires », (Dragomir, 2011 ; Negura, 2003), on ne trouve nulle trace de l'imposition d'une littérature officielle par les institutions autoritaires tunisiennes (Kréfa, 2013b). Par les rouages bureaucratiques d'une part, des sanctions et des incitations économiques d'autre part, le régime a surtout cherché à neutraliser les contestations les plus ouvertes des écrivains, plutôt que de les mettre au pas.



Rouages bureaucratiques, sanctions et incitations économiques

Les pratiques de censure se sont principalement exercées au travers de l'obligation du « dépôt légal ». Les éditeurs en activité depuis au moins trois décennies évoquent tous un double changement intervenu dans les pratiques et les représentations du dépôt légal, vers le début des années 1980. Jusqu'alors décentralisée, la procédure s'effectuait auprès des administrations locales : au siège du gouvernorat de chaque ville se trouvait un bureau, où un fonctionnaire était chargé de l'enregistrement du dépôt légal. Parallèlement à la naissance de maisons d'édition privées, et à la perte du monopole des institutions étatiques sur la production du livre, la procédure est centralisée en 1983. Jusque-là automatiquement remis aux éditeurs et aux auteurs publiant en autoédition, le récépissé de dépôt légal n'est plus délivré que de manière discrétionnaire. Alors même que les textes de loi n'ont connu aucune révision, la non-remise du récépissé de dépôt légal a été interprétée dans la pratique, par les écrivains et éditeurs comme par les fonctionnaires de l'administration, comme une interdiction de la commercialisation. Avec cette censure préalable, les incitations et sanctions économiques ont constitué un autre mode de contrôle de la production du livre. La liquidation des maisons étatiques s'est ainsi accompagnée d'un soutien continu au secteur éditorial privé : subventions indirectes à l'édition avec l'octroi de bons pour l'impression et acquisition par le ministère de l'Éducation d'exemplaires dont le nombre peut aller jusqu'à trois cents, destinés aux bibliothèques publiques. Bien qu'en nombre limité, ces acquisitions permettent aux éditeurs (ou aux auteurs publiant en autoédition) d'effectuer des économies d'échelle.

Relativement aux journalistes (Chouikha & Geisser, 2010), et à des groupes socioprofessionnels comme les avocats (Geisser & Gobe, 2008), les écrivains de littérature ont joui d'une plus grande autonomie. Cette protection relative dont les producteurs culturels, et particulièrement ceux de littérature, ont bénéficié, tient à une « loi des libertés » (Jacquemond, 2003 : 56) croissantes autorisant des marges d'autonomie plus grandes aux biens culturels faiblement diffusés. Un best-seller littéraire tunisien se vendant autour de 5 000 exemplaires, la portée subversive des textes est limitée par l'étroitesse du lectorat, comme l'expliquait cet écrivain en 2009 :

Ce que se dit la censure en Tunisie, c'est combien il y a de Tunisiens qui vont lire ça ? Les Tunisiens qui vont lire ça, ce sont des gens qui... ce sont des gens d'un certain niveau qui sont tranquilles, qui sont aisés, etc. Ce ne sont pas eux qui vont faire la révolution [...] Un bouquin en Tunisie ne risque pas de changer beaucoup les choses [...] alors que je ne pourrais pas dire la même chose à la télévision, ou à la radio [où] je suis obligé d'être beaucoup plus nuancé [...] En fait, il y a une censure par importance de média. Moins le média est important, et moins la censure est importante.

Cette règle non-écrite semble intériorisée par les écrivains, qui ont tendance à modeler leur production en fonction de l'étendue du public ciblé. Ainsi de cet écrivain qui, parallèlement à ses œuvres romanesques, écrit régulièrement des scénarii pour la télévision tunisienne. L'écriture du scénario lui permet d'avancer les frais pour la publication de ses ouvrages romanesques autoédités, ou de compenser la faiblesse de leur rentabilité financière :

- « Est-ce que ça vous est déjà arrivé de vous inspirer d'un roman pour écrire un scénario ou l'inverse ?

- Non non.

- Vous séparez les deux ?

- Je sépare les deux, parce que ce que j'écris dans ce roman par exemple, les problèmes dont je parle, je ne peux pas en parler à la télévision [...] On vous dit : « non non, je ne veux pas, ça va m'amener des problèmes ! ». Donc du coup, vous choisissez des sujets qui ne font pas peur à la télé. Mais un roman à la télé, ça ferait peur [...] [À la télé] par exemple, je ne peux pas parler de politique, vous ne pouvez pas critiquer le régime.

- Et dans le roman, c'est plus facile ?

- Oui, parce que le roman est lu par quelques personnes, donc il ne représente pas le moindre problème pour n'importe quel régime mais un feuilleton, tout le monde le regarde.

Le contrôle moindre dont le livre fait l'objet relativement aux médias audiovisuels mais aussi aux revues et journaux a favorisé l'investissement de ce support comme une stratégie de substitution. En 2009, un éditeur envisageait de lancer une revue d'économie critique en collaboration avec un ami éditeur marocain marxisant. Il m'explique que le format livre en lieu et place d'une revue peut accroître ses marges d'autonomie :

J'ai décidé de... d'imprimer quelque chose. C'est une première en Tunisie, ce n'est pas une revue. Je voulais faire une revue, mais une revue c'est impossible, cela entre dans le code de la presse. Alors j'ai fait une acrobatie, cela va être une revue qui va avoir l'aspect d'un livre. Ce sera un *kitâb ghayr dawrî*. *Kitâb ghayr dawrî* cela veut dire un livre qui n'est pas régulier, un livre qui paraît... c'est une revue qui peut paraître tous les mois, mais il faut le dire *ghayr dawrî*, sinon... *ghayr dawrî*, c'est ce qu'on fait dans les pays arabes où les libertés sont étouffées. On fait des revues sous forme de livres [...] Le premier numéro, c'est sur la crise économique, les textes sont là [...] avec un texte traduit du *Manuel de l'économie politique*, qui a été fait dans les années soixante, avec beaucoup d'économistes, surtout russes, il y a une dizaine de pages qui vont paraître [...] Nos références, c'est l'économie socialiste [...] Il y a un deuxième dossier, dans la revue, dans le livre, j'essaie toujours de... [Signe : zigzags des mains], c'est un petit dossier sur Mahmoud Darwich [...] une vingtaine de pages sur sa poésie.

– Mais en fait qui n'ont pas grand' chose à voir avec le thème de la crise.

[Signe : zigzags des mains] - Je vais essayer de... je vais essayer de faire une revue sans que ce soit... ».

Ces stratégies de substitution ne sont pas dissociables des enjeux de classification dont la production culturelle faisait l'objet. Tout en conférant une visée militante et transformatrice à leur production, les éditeurs et les écrivains faisaient valoir les spécificités de la littérature et de la culture lorsqu'il s'agissait de négocier la levée de la censure.



Science ou politique ? Ce que l'expérience de terrain dit de l'objet

Objectiver mon expérience de terrain et les interactions avec les enquêtés m'a permis de mieux saisir la spécificité des activités intellectuelles dans le contexte autoritaire tunisien. Le retour sur l'expérience de terrain vise donc ici non pas tant à mettre en évidence les difficultés du déroulement de l'enquête en contexte autoritaire comme un objectif en soi, mais à montrer ce qu'elle révèle de l'univers étudié et ce qui se joue entre le politique et le littéraire. Deux éléments m'ont permis de saisir cette spécificité : l'expérience progressive de la « certitude de l'incertitude » (Hoffman et Lubkemann, 2005 : 318 ; Geoffroy, 2011) d'une part, et les enjeux de classification autour de ma recherche d'autre part. La quasi-totalité des témoignages avec les écrivains et éditeurs ont été recueillis avant les événements révolutionnaires de 2010-2011, dans des lieux publics très fréquentés (cafés, bars, terrasses ou halls d'hôtels) et plus exceptionnellement dans des espaces privés ou professionnels. Mes questions relatives à la censure éventuelle se sont initialement heurtées à des résistances très fortes, qui touchaient à une représentation, partagée de part et d'autre (par les enquêtés et moi-même), des intellectuels fidèles et dévoués à leur seule plume. Consentir ou même se résigner, contre son gré, à la censure, signe le discrédit. C'est courir le risque de susciter le dédain de l'enquêtrice qui, plus est, vit en contrée démocratique. À l'enjeu de préservation de l'image de soi et de la qualité sociale même d'intellectuel s'ajoute le problème – classique – de dire une expérience douloureuse, dont la confession suppose l'instauration préalable d'une grande confiance entre les interlocuteurs. Il est à cet égard remarquable que les premiers témoignages, très convenus, ont été similaires quels que soient le type de censure et les acteurs susceptibles de l'exercer : membres de l'administration, éditeurs, conjoint ou famille. Les réponses étaient identiques : point de censure et si le problème s'était posé, ils auraient refusé de retirer ou modifier ne serait-ce qu'un mot. À ces difficultés liées au contexte et à l'objet de recherche s'ajoutait le fait qu'apprentie-sociologue, j'effectuais ma toute première enquête de terrain. Ma formation sociologique était demeurée jusque-là purement théorique et comme cela se produit souvent, j'avais une idée préconçue de ce qu'était un « bon » entretien, dont la qualité dépendrait de la fameuse « neutralité » : écouter et se garder de donner son avis, car à enfreindre cette règle, le risque était de ne pas recueillir le « vrai ». Or, si cette posture est à la fois méthodologiquement naïve et illusoire, elle l'est particulièrement en contexte difficile, où « donner des gages » (Boumaza et Campana, 2007 : 12) constitue la condition d'une relation d'enquête « dédramatisée » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2002 : 42).

Ma propre expérience des difficultés à évaluer les risques de l'enquête m'a amenée progressivement à acquérir des ficelles pour instaurer une relation de confiance avec les éditeurs et les écrivains. Lorsque j'ai débuté l'enquête en mars 2006, le contexte politique tunisien ne m'était, certes, pas du tout inconnu : j'avais fait ma scolarité primaire dans une école d'un village du Sahel où j'avais, par

la suite, régulièrement passé mes vacances estivales en famille. Deux de mes oncles avaient été réprimés en raison de leur sympathie pour les oppositions. Et les mises en garde familiales incitant à l'extrême prudence sur les conversations en public, à « surveiller sans cesse sa langue » étaient assez fréquentes, ce à quoi incitait l'omniprésence des portraits du président Ben Ali dans les rues, les commerces et les administrations. J'ignorais que l'enquête allait prendre par la suite une charge politique à la faveur d'un certain nombre d'événements : le discours de Ben Ali du 7 novembre 2007 (à l'occasion du trentenaire de son accession au pouvoir) promettant la fin des restrictions du dépôt légal ; l'autorisation de certains ouvrages jusque-là interdits ; la révolte du bassin minier de Gafsa dont la majeure partie de la population ne semble pas avoir eu vent, mais dont ces intellectuels étaient informés. Par un heureux hasard, j'étais sur le terrain à ce moment-là et c'est dans une atmosphère caractérisée par une certaine effervescence et une grande incertitude, que des entretiens se sont déroulés. Ce contexte a permis le partage d'émotions avec des enquêtés, autorisant l'accès à des éléments jusque-là tus ou éludés⁶. Ces événements – diversement interprétés – et l'incertitude de l'avenir (Hmed, 2013) ont libéré l'expression sur le rôle des intellectuels en contexte autoritaire, sur ce qui relève du possible et du souhaitable. Ce faisant, ils m'ont permis de prendre connaissance des représentations de la chose intellectuelle par les interviewés et de leurs expériences politiques passées.

Si ces témoignages ont été favorisés par le contexte, ils ont aussi été autorisés par les apprentissages que je faisais sur le terrain et par ma familiarisation progressive avec les spécificités des activités intellectuelles. Deux ans après le début de ma thèse, j'ai appris fortuitement que toute enquête de terrain exigeait une autorisation du ministère de l'Intérieur. Prenant conscience que mon activité de chercheuse était illégale, je me suis mise à prendre des précautions pour assurer ma sécurité et celle des enquêtés : franchir les frontières, à l'arrivée comme à la sortie, avec mes seuls documents d'identité français ; sur le terrain, effacer régulièrement les enregistrements (du dictaphone et de mon ordinateur) après les avoir sauvegardés sur une boîte mail ainsi que l'historique de mes recherches sur internet dans les cybercafés ; me présenter dans les lieux de documentation comme une étudiante en thèse sur les rapports de genre, voire sur « l'écriture féminine », et taire le questionnement sur les liens entre le politique et le littéraire, etc. L'évaluation des risques de l'enquête demeurait cependant malaisée, et cette incertitude était génératrice d'appréhensions. Si bien qu'au fur et à mesure de mes séjours de terrain, l'expérience de la peur que je faisais a, d'une certaine façon, permis l'instauration d'une confiance avec les enquêtés : j'ai pu recueillir des témoignages sur la peur d'être (de nouveau) incarcéré, de subir un « redressement fiscal », sur

⁶ Lors de l'entretien avec Jalloul Azzouna, à son domicile, l'écrivain a régulièrement reçu des coups de téléphone d'écrivains ou d'universitaires lui annonçant que leurs livres viennent d'être autorisés à être commercialisés. Le partage de ces nouvelles, dont l'enquêté me faisait part sur le champ, a renforcé la confiance et une forme de connivence.

les arrangements et les négociations avec les autorités. Éprouver moi-même ce sentiment m'a prédisposée, sans en avoir conscience sur le moment, à être plus réceptive à des confessions qui engagent fortement l'image de soi. L'incorporation de la peur m'a rendue plus attentive à certaines hésitations, à des non-dits, à des expressions corporelles non médiatisées par le langage. Ce faisant, elle a été la condition du recueil de certains détails, de l'expression des tensions et des tiraillements.

Par ailleurs, les enjeux de catégorisation dont le matériau que je recueillais faisait l'objet m'ont permis d'accéder aux représentations qu'avaient ces intellectuels des relations entre le littéraire et le politique. Les enquêtés m'ont très rarement interrogée au sujet de mes propres sensibilités ou affiliations partisans. Certes, dans un univers de relative interconnaissance, je disposais de quelques informations au sujet des leurs, si bien que j'adaptais à chaque rencontre mes tenues vestimentaires. Lorsqu'on m'avait par exemple dit d'un éditeur ou d'un écrivain qu'il avait milité à l'extrême-gauche, qu'il était proche de l'UGTT ou qu'il était « de gauche », je portais une casquette et un keffieh. Dans le contexte autoritaire, ces adaptations étaient une façon de parer au risque d'être perçue comme une « moucharde » ou une « indic ». La méfiance dont certains enquêtés ont témoigné à mon égard n'a cependant jamais été motivée par mes sensibilités politiques supposées, mais par l'usage que je pouvais faire de l'entretien. Ils ont cherché à s'assurer du motif de ma venue, des finalités et des caractéristiques de l'enquête (politique, journalistique ou académique), ainsi que des espaces de restitution – militants ou scientifiques – de ses résultats. La plupart de leurs questions ont porté sur la recherche elle-même, sa problématique et mon corpus, mes rattachements institutionnels (l'université dans laquelle j'effectuais la thèse et le nom de mon directeur de thèse), l'horizon de l'aboutissement de la thèse, etc. Les convaincre de la visée purement scientifique de mon travail en décrivant les institutions auxquelles j'étais rattachée et parfois mes références théoriques, a suffi à désamorcer la méfiance initiale.

Ces enjeux de catégorisation font en fait écho aux façons dont les écrivains et éditeurs négocient le plus souvent la levée de la censure, en insistant sur les spécificités de leurs œuvres. La question « science ou politique ? » qu'ils me posaient implicitement renvoyait aux conflits de catégorisation entre « culture » ou « politique ». Le déni de toute visée militante et l'insistance sur les spécificités de l'œuvre, sa distance à l'égard du politique a été une stratégie courante des écrivains et des éditeurs confrontés à la censure. En 1986, l'écrivain arabophone Hassan Ben Othman avait été déféré devant la Justice par le ministère de l'Intérieur sous la triple accusation « d'outrage à l'ordre public, à l'État et aux bonnes mœurs » pour son recueil de nouvelles *'Abbâs yafqid al-sawâb* [*'Abbâs perd la raison*]. Le principal argumentaire de la défense a consisté à mettre en avant le caractère fictionnel du recueil de nouvelles, l'inscrivant ce faisant hors du champ politique et militant. L'écrivain témoigne ainsi :

On a voulu en faire une affaire politique [...] J'ai une nouvelle qui s'appelle *Al-soltân*. Cette nouvelle parle de quelqu'un qui venait de se marier. C'était le soir de ses noces, il était paniqué, effrayé par sa nuit de noces. Sa mariée aussi avait peur de lui, parce que la première nuit, il doit faire sortir... ce qui fait partie des traditions, etc. Il doit montrer le sang de sa mariée. Bref, il était paniqué, il avait peur d'elle et tout cela et cela demande que... On a dans les traditions, dans les campagnes surtout et dans les villages, le marié doit avoir un ministre [*uzîr*]. Ce marié avait des ministres, il avait un ministre de la sécurité et ce ministre de la sécurité était bête. Ils m'ont dit « celui-ci, le ministre de la sécurité, tu parles du Président ». Je leur ai dit « qu'est-ce que j'ai à voir avec le Président et avec le... ». C'est une histoire imaginaire [*khurrâfa*], tu vois ? Je n'ai pas de lien avec quoi que ce soit ».

Conclusion

À partir du début des années 1980, la littérature et l'édition ont été ainsi investies comme un univers de consolation et de reconversion, militante et/ou professionnelle, par un certain nombre de gauchistes et d'opposants de gauche tunisiens. Si ces reconversions ne s'expliquent pas sans les dispositions et les savoir-faire acquis pendant l'expérience militante, elles doivent aussi beaucoup aux spécificités d'un univers dont le public était – et demeure jusqu'à aujourd'hui – relativement restreint, et aux spécificités des textes littéraires, objets d'interprétations diverses. La reconstitution des carrières de ces ex-gauchistes et militants de gauche relativise l'opposition entre engagement et désengagement (El Khawaga, 2015) : parce que la littérature et l'édition apparaissent comme des « répertoires d'action alternatifs » (El Khawaga, 2003) mais aussi parce que les activités éditoriales et littéraires participent à la genèse de réseaux qui vont être réactivés au cours du moment révolutionnaire, dans un champ militant et politique en recomposition. Les membres de la Ligue des écrivains libres (groupe informel d'écrivains mobilisés à partir de 2002 contre la censure) participent ensemble aux manifestations contre les institutions autoritaires du régime et signent des communiqués communs avec des partis et des associations. Certains d'entre eux se présentent aux élections de 2011 puis de 2014 et mobilisent leurs réseaux littéraires et intellectuels constitués autour de l'expérience de la LEL. L'édition et la littérature ont permis la formation de nouveaux réseaux, mais aussi l'entretien de plus anciens, qui ont également été activés pour constituer d'autres groupes militants après 2011.

Références bibliographiques

- AL-FAKHFÂKH Mohamed, 1985, « Taṭawwur at-tarkîb as-sokkânî fîl-maghrîb al-'arabî » [Évolution de la structure de la population dans le Maghreb arabe], *Al-osra wal-'omrân al-bacharî* [Famille et population], n° 1, p. 10-32.
- KRÉFA ABIR, 2013a, *Activités littéraires et rapports sociaux de sexe : le cas des écrivains tunisiens*, thèse de sociologie, Université Lyon 2, juin 2013.



- , 2013b, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire : le cas des écrivains tunisiens », *Sociologie*, n° 4, p. 395-411.
- BECHIR-AYARI Michaël, 2009, *S'engager en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, thèse de doctorat de science politique, Aix-Marseille III.
- BEN OTHMAN Hassan, 1986, *Abbâs yafqid al-ssawâb [Abbas perd la raison]*, Tunis, La société d'édition des quatre vents.
- BOUMAZA Magali et CAMPANA Aurélie, 2007, « Enquêter en milieu «difficile» », *Revue française de science politique*, vol. 57, p. 5-27.
- CAMAU Michel et GEISSER Vincent, 2003, *Le syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Science Po.
- CHEYNIS Éric, 2013, « Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains », *Politix*, 102 (2), p. 147-173.
- CHOUIKHA Larbi et GEISSER Vincent, 2010, « La fin d'un tabou : enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb*, p. 375-413.
- CHOUIKHA Larbi, 2004, « Pluralisme politique et presse d'opposition sous Bourguiba », in CAMAU Michel et GEISSER Vincent, (dir.), *Habib Bourguiba, La trace et l'héritage*, Paris/Aix, Karthala/IEP d'Aix, p. 341-356.
- COLLOVALD Annie et NEVEU Érik, 2001, « Le «néo-polar». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & représentations*, 11 (1), p. 77-93.
- Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la Femme (CREDIF) 2007. *Annaw' Al'ijtimâ'î fî Tûnes. Arqâm wa mu'aşarât [Caractéristiques sociales en Tunisie. Chiffres et tendances]*, Tunis.
- DARGHOUSHI Brahim, 1990, *Al-khobz al-morr [Pain amer]*, Sfax, Dâr Sâmed.
- , 2002, *Warâ' al-sarâb qalîlan [Légèrement derrière le mirage]*, Siliana, Dâr al-Ithâf.
- DRAGOMIR Lucia, 2011, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », *Vingtième siècle*, n° 109, p. 59-70.
- EL KHAWAGA Dina, 2015, « Mobilisation et démobilitation dans l'Égypte de Sissi : saisir les dynamiques de mise en veille, de radicalisation et de désengagement », Communication à Paris 8 Saint-Denis, Séminaire *Les Révolutions en Tunisie et en Égypte*.
- , 2003, « La génération *seventies* en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », in FILLIEULE Olivier et BENNANI-CHRAÏBI Monia (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, p. 271-282.
- FILLIEULE Olivier, 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 5, p. 199-215.
- GEISSER Vincent et GOBE Éric, 2008, « Un si long règne... Le régime de Ben Ali vingt ans après », *L'Année du Maghreb*, p. 347-381.

- GEOFFRAY Marie-Laure, 2011, « Étudier la contestation en contexte autoritaire : le cas cubain », *Politix*, 93 (1).
- HIRSCHMAN Albert, 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press.
- HMED Choukri, 2013, Communication sur la Révolution tunisienne au séminaire du CRESPPA.
- HOFFMAN Daniel et LUBKEMANN Stephen, 2005, « Warscape Ethnography in West Africa and the Anthropology of Events », *Anthropological Quarterly*, 78, 2, p. 315-328.
- HAMDOUNI Habib, 2006, *Râs mâlî nâjaḥ [Un capitaliste prospère]*, Tunis, autoédition.
- JACQUEMOND Richard, 2003, *Entre scribes et écrivains. Le champ littéraire dans l'Égypte contemporaine*, Arles, Actes Sud.
- LAHIRE Bernard, 1996, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, n° 8-9, p. 93-101.
- , 2012, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil.
- MCADAM Doug, 1986, « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92 (1), p. 64-90.
- , 1988, *Freedom Summer. The Idealists Revisited*, Oxford, Oxford University Press.
- MERMIER Franck, 2005, *Le Livre et la Ville. Beyrouth et l'édition arabe*, Arles, Actes Sud/ Sindbad.
- NACCACHE Gilbert, 2009, *Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Itinéraire d'un opposant au régime de Bourguiba (1954-1979)*, suivi de *Récits de prison*, Paris/La Marsa, Cerf/Mots Passants.
- NEGURA Petru, 2003, « L'Union des écrivains moldaves à l'époque jdanovienne. De la répression à la violence symbolique », *Sociétés & Représentations*, n° 15, p. 325-343.
- PAGIS Julie, 2014, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Science Po.
- PASSY Florence, 2005, « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in FILLIEULE Olivier, (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p. 111-128.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 2002, *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, PUF.
- SAHRAOUI Lazhar, 2007, *Wajhân li-jothaton wâḥida [Les feux faces d'un même cadavre]* Damas, Dâr Kan'ân.
- SIINO François, 2004, *Science et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/IREMAM.
- SIMÉANT Johanna, 2001, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, p. 47-72.
- TARIFA Chedly, 1971, « L'enseignement du premier et du second degré en Tunisie », *Population*, vol. 26, t. 1, p. 149-180.



- TISSOT Sylvie, GAUBERT Christophe et LECHIEN Marie-Hélène (*dir.*), 2005, *Reconversions*
- WEBER Max, 1967, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.
- ZRAN Jamel, 1999, *L'édition tunisienne après l'indépendance et le statut de l'écrivain : de l'État éditeur à l'aventure du privé*, thèse, Université Montpellier 3.